

## ÉVÉNEMENT

# Tourisme: L'ANIT veut un fonds de restructuration

• 40% des crédits bancaires au secteur sont en souffrance

• Le secteur pèse 20% des crédits en difficulté

• Plan Azur: la difficile équation de la rentabilité

UN plan Marchal pour l'investissement touristique, c'est en résumé ce qu'investisseurs et banquiers attendent désormais de la Vision 2020. Ces derniers ne s'alarment certainement pas pour rien. Les chiffres donnent froid dans le dos: 40% des 18 milliards de DH d'encours des crédits bancaires octroyés au secteur sont classés en souffrance. Ce chiffre est 2,5 fois supérieur à celui des autres secteurs. Un triste record, dont le constat vient tout juste d'être dressé par l'Association nationale des investisseurs tou-

ristiques (ANIT). L'organisme a en effet révélé les conclusions d'une radioscopie globale de la situation de la dette du sec-

de la Confédération nationale du tourisme (CNT) – est constituée de projets inscrits dans le plan Azur. Le reste concerne

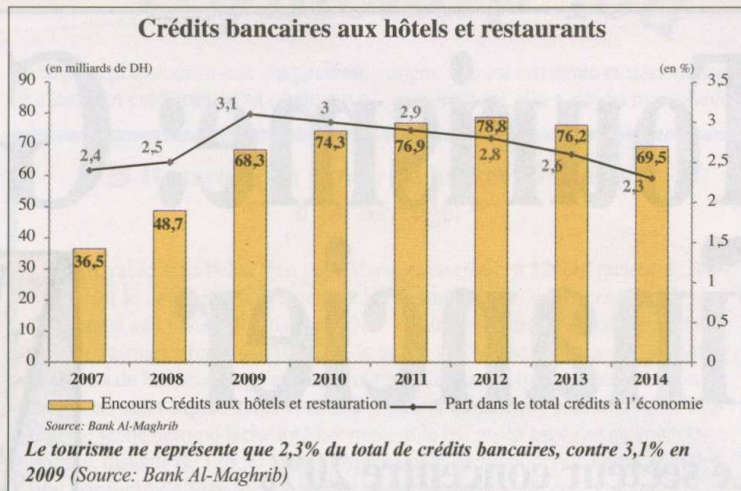
tourisme, en tout cas pas dans le contexte actuel», déclare Larbi Lahlou, DGA à la Mamda-MCMA. Les investisseurs institutionnels ne représentent pourtant, aujourd'hui, pas plus de 2% des financements et prêts accordés à l'activité.

Les banques ne sont pas les seules à s'emmêler les pinceaux dans le tourisme. Les investisseurs nationaux aussi, qui sont leurs partenaires sur ces projets, ont d'énormes difficultés à rentabiliser leurs fonds propres... plutôt ce qui en reste. «3,4% des investisseurs interrogés, détenant 70% des actifs hôteliers, prévoient soit de se désengager soit d'arrêter leur développement sur les 5 prochaines années», projette Leila Haddaoui, présidente de l'ANIT, reprenant les résultats d'une étude commanditée par l'association auprès du cabinet CBRE. Sollicité sur ces études, le ministre du Tourisme, Lahcen Haddad, s'est abstenu de tout commentaire en attendant d'en recevoir les résultats.

En attendant, l'ANIT propose la création «d'un fonds pour restructurer et compléter le développement des projets touristiques tout en assurant une gouvernance lisible et une création de valeur véritable». Concrètement, ce fonds prendrait en charge la relance de projets structurants, aujourd'hui au point mort (Plan Azur), et permettrait de racheter les créances actuelles (dettes et capitaux propres éventuellement). L'objectif à terme est de «permettre aux

teur, mais également des investissements en fonds propres nationaux et étrangers. Une grosse partie de ces créances en souffrance – 60 à 70% selon les estimations

essentiellement des projets hôteliers à Marrakech, en mal de rentabilité. «On a privilégié la course au nombre de lits, sans l'accompagner des investissements nécessaires à la promotion qui devrait servir à remplir ces établissements», déplore Abdellatif Kabbaj, président de la CNT. Parmi ces chiffres qui font frayer, figure aussi cette proportion de 20% qui représente le secteur dans le total des créances douteuses ou en difficulté du système bancaire national. D'où cette frilosité



## Seuls 10% des 24 milliards de DH débloqués

LA Vision a péché par excès d'optimisme. Sur le volet financier, par exemple, seulement 10% des 24 milliards de DH promis par les banques dans le cadre de la Vision 2020 ont été effectivement engagés sur les 4 à 5 dernières années. Ce n'est pas parce que les banques n'ont pas voulu jouer le jeu, mais parce que le contexte du secteur ne s'y prête plus. La Vision tablait aussi sur 15 milliards de DH d'investissement par an. Un chiffre un peu trop ambitieux si l'on sait qu'avec une conjoncture moins difficile, seuls 8 milliards de DH ont été investis annuellement sur la période 2000 et 2010. De plus, les montages financiers ont surestimé la capacité d'endettement et de remboursement du secteur. Les business plans trop enthousiastes et le manque d'expérience dans le développement touristique ont aussi conduit à un défaut de rentabilité. Enfin, les financements en fonds propres et en dette ont continué en 2010 malgré la crise internationale, affaiblissant la santé financière des investisseurs. Résultat, le capital confiance du secteur auprès des banquiers s'est considérablement effrité. Le tourisme ne représente que 2,3% du total de l'encours de crédits bancaires à l'économie, contre 3,1% en 2009. □

sans précédent des banques vis-à-vis du tourisme. La situation du secteur bancaire est d'autant plus délicate qu'elle se caractérise par «une double exposition» sur ce secteur, aussi bien en tant qu'investisseur en fonds propres qu'en pourvoyeur de dette. «Nous sommes clairement dans une logique de restructuration que de développement», confie Nabil Kadiri, directeur des financements des projets chez Attijariwafa bank, l'un des plus engagés dans le tourisme. Même les institutionnels sont de ceux qui tournent le dos au secteur. «Nous ne reviendrons pas dans le

projets de retrouver une viabilité financière sur le long terme et aux banques de relancer une dynamique d'investissement après allègement de leurs bilans», explique la patronne des investisseurs touristiques. Mais encore faut-il que les taux d'occupation et les RevPar (revenu/chambre) atteignent leur seuil de rentabilité (65 à 70%, contre 45% en moyenne actuellement). Là, c'est une autre paire de manches. □

Safall FALL

Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com